

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 04/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES VIAL SE SARL

14 Avenue des Rossignols
42890 Sail-Sous-Couzan

Références : UID4243 MEA 025 0155
Code AIOT : 0006101301

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement CARRIERES VIAL SE SARL implanté Goutte de l'Heur 42130 Saint-Sixte. L'inspection a été annoncée le 10/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 24 juin 2025 a été programmée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES VIAL SE SARL
- Goutte de l'Heur 42130 Saint-Sixte
- Code AIOT : 0006101301
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'autorisation initiale en date du 17 novembre 1987 a été renouvelée et étendue par arrêté préfectoral en date du 10 juillet 2003.

Suite à l'instruction d'une nouvelle demande de renouvellement et d'extension, un arrêté préfectoral a été pris le 30 juin 2023 pour une durée de 30 ans.

Depuis la nouvelle autorisation, l'exploitation s'est poursuivie sur les fronts centraux.

Les garanties financières sont à jour, jusqu'en 2026.

Thèmes de l'inspection :

- Air / Bruit / Eau de surface
- Suivi de l'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prélèvements et analyses des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 4.2.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Entretien des systèmes d'épuration	Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 4.2.3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 3.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 6.2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 8.1.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Suivi géotechnique	Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 8.1.2.6	Demande d'action corrective	3 mois
8	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 8.1.3	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 8.1.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi général du site présente un manque de rigueur. Plus particulièrement, l'autosurveillance demeure insuffisante, en raison soit du non-respect des fréquences de mesure, soit de l'absence de traitement des non-conformités constatées.

Par ailleurs, les réponses apportées à l'inspection précédente sur les thématiques de l'eau (consommation, rejets) et de l'air (plan de surveillance) restent incomplètes.

La mise en œuvre des mesures de restriction liées aux épisodes de sécheresse a entraîné une augmentation des émissions de poussières, sans que l'exploitant ait justifié la mise en place de son

PSH.

L'évolution des fronts n'est pas totalement conforme au phasage prévu, notamment en raison d'une baisse de production. Alors que le suivi des fronts est particulièrement important sur ce site qui a connu plusieurs glissements par le passé, l'exploitant n'a pas mis en place le suivi géotechnique prescrit par l'arrêté, lequel devait notamment permettre d'établir les profils de départ.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements et analyses des eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Résultats de l'autosurveillance
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales des bassins dits « Bassin intermédiaire » et « Bassin bas » se rejoignent en un point à l'entrée du site et sont rejetées dans le Lignon via une canalisation passant sous la RD1089. Les valeurs maximales de rejet sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;• la température est inférieure à 30 °C ;• les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ;• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;• les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114). La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l . Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et la teneur en hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. Un contrôle de la qualité des rejets est réalisé, selon une fréquence annuelle, par un organisme qui effectuera le prélèvement et confiera l'analyse à un laboratoire agréé en matière de potabilité des eaux. Les analyses porteront sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">• pH• MEST• DCO• Hydrocarbures totaux Les résultats des contrôles sont communiqués à l'Inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté les résultats des prélèvements effectués le 21/12/2022 : - un prélèvement « rejet rivière » : résultats conformes pour la DCO, les hydrocarbures totaux et les MES (pas de résultats pour la température et le pH),

<p>- un prélèvement « ponctuel eau usée » : résultats conformes pour la DCO, les hydrocarbures totaux, les MES, pH et température.</p> <p>L'exploitant n'a su expliquer pourquoi deux prélèvements ont été effectués et n'a pas su expliquer le lieu du 2ème prélèvement.</p> <p>Aucun prélèvement pour les années 2023 et 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Justifier qu'un des deux prélèvements correspond au point de rejet de la carrière, - Localiser le 2ème point de prélèvement - Expliquer l'absence de prélèvements 2 années de suite et mettre en place une action corrective permettant un suivi rigoureux de l'autosurveillance - Programmer un prélèvement et une analyse avant la fin de l'année 2025 <p>Par ailleurs, transmettre le diagnostic précis de la consommation d'eau et des rejets demandé à la suite de l'inspection de 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Entretien des systèmes d'épuration

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 4.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des systèmes d'épuration</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bassins de rétention visés à l'article 4.2.2 sont curés au moins une fois par an. Les boues de curage sont réutilisées in-situ pour le réaménagement de la carrière.</p> <p>L'entretien des bassins et des systèmes d'épuration (déboureur-séparateur d'hydrocarbures) fait l'objet d'une procédure écrite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Nettoyage du déboureur-séparateur d'hydrocarbures : bordereau d'intervention de SARP Centre-Est du 27/04/2023 ; l'exploitant indique que ce nettoyage est réalisé tous les 2 ans.</p> <p>Selon la déclaration de l'exploitant, les bassins de rétention ont été curés au printemps 2025.</p> <p>Aucune procédure écrite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter strictement la périodicité annuelle pour le curage des bassins de rétention, - Transmettre le bordereau justifiant le nettoyage du déboureur-séparateur d'hydrocarbures - Rédiger et transmettre une procédure écrite. Cette procédure devra être diffusée aux personnes en charge de cette activité au sein de l'entreprise.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt.</p> <p>Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés sont décrits et justifiés dans un rapport transmis à l'inspection des installations classées avant la première campagne de mesures. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.</p> <p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Las campagnes de mesures durent trente jours et sont réalisées tous les 2 ans, en période estivale.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats des campagnes de mesures (par plaquettes) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du 30/09 au 04/11/2022 : résultats tous inférieurs à la valeur guide de 350 mg/m²/j - du 14/09 au 16/10/2023 : 2 résultats supérieurs à la valeur guide de 350 mg/m²/j (530 et 460 mg/m²/j) - plaquettes installées pour 2025 : campagne en cours <p>La campagne de 2022 ne correspond pas à une période estivale.</p> <p>La campagne de 2023 indique un empoussièrement plus important que l'exploitant explique par la stricte application de l'arrêté sécheresse : l'exploitant a poursuivi son exploitation sans arrosage.</p>

<p>L'application des dispositions de l'arrêté sécheresse ne doit pas conduire à une augmentation significative des rejets de poussières.</p> <p>Pour rappel, les eaux de ruissellement collectées dans les bassins de décantation peuvent être utilisées sans restriction.</p> <p>L'exploitant n'a pas fait réaliser le rapport argumentant le nombres de points de prélèvement et leur localisation, les conditions de prélèvements et l'emplacement d'un point témoin.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>1/ Transmettre le rapport justifiant les modalités de la surveillance des retombées de poussières (nombre de points, emplacement, point témoin...)</p> <p>2/ Transmettre le PSH</p> <p>3/ maintenir l'arrosage en période de sécheresse lorsque de l'eau est présente dans les bassins de décantation</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Surveillance des émissions sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 6.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Cette première campagne de mesures intègre une justification du choix des points de mesures en fonction de la définition d'une ZER ; la localisation des points de mesures est adaptée si nécessaire.</p> <p>Ces campagnes de mesures sont renouvelées en cas de plainte et, au minimum, tous les ans.</p> <p>Ces mesures portent sur 3 points en zone à émergence réglementée (ZER) et 1 point en limite de propriété.</p> <p>Le plan « Localisation des points de mesures de bruit » est annexé au présent arrêté.</p> <p>Le choix des points de mesure peut être modifié en cas de plainte et selon les résultats de la première campagne de mesures prévue ci-dessus.</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p>

Constats :

L'exploitant a transmis les résultats des mesures de septembre 2023 :

LP : 71,5 dBA

ZER 1 : +6,5 dBA

ZER 2 : + 5 dBA

ZER 3 : + 17,5 dBA

A noter que le point ZER 3 est situé à proximité d'une habitation sous influence de l'activité d'une aire de stockage hors carrière (mais appartenant à Carrières VIAL).

Aucune mesure en 2024.

Mesures 2025 réalisées mais rapport encore non transmis.

Suite à la dernière inspection, il a été demandé de mettre en œuvre un plan d'action de réduction des émissions de bruit. L'exploitant a affirmé avoir mis en place notamment des grilles polyuréthane.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1/ Transmettre les rapports de mesures de 2023 et de 2025

2/ Transmettre les factures des matériels mis en place pour réduire le bruit

3/ Faire réaliser une étude de bruit visant à déterminer les sources principales de bruit et à élaborer le plan d'action déjà demandé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 8.1.2.2

Thème(s) : Autre, Conduite de l'exploitation

Prescription contrôlée :

Les 4 gradins supérieurs (entre les côtes 505 et 545 mètres NGF) ont une hauteur maximale de 10 mètres.

Les fronts inférieurs ont une hauteur maximale de 15 mètres.

La pente des gradins respecte les conditions suivantes :

- 45 ° pour les gradins supérieurs entre les entrées en terre et la côte 475 NGF,

- 70 ° maximum pour les gradins en-dessous de la côte 475 m NGF.

Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur de 10 mètres minimum, en cours d'exploitation. Cette largeur est conservée dans le cadre de la remise en état.

Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

L'extraction est limitée à la côte 395 mètres NGF.

Constats :

Suite à la dernière inspection, on constate que :

- la zone de verse (3) a été redécoupée,
- la zone de verse (1) n'a pas évolué et présente toujours une grande hauteur (près de 30 mètres),
- le front (2) a été redécoupé avec la création d'une piste évoluant entre les côtes 411 et 418 m.

Le dernier plan présenté (2024) montre la présence de banquettes de largeur inférieure à 10 mètres et de fronts dont la hauteur dépasse 15 mètres.

Ces constats doivent être confirmés par le dernier plan d'exploitation normalement établi début 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Transmettre le plan d'exploitation établi début 2025,
- Transmettre le plan d'action prévue pour l'année 2026 afin de rétablir la conformité des hauteurs de fronts et des largeurs de banquettes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 8.1.2.4

Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitation se déroule suivant le phasage d'exploitation défini dans le dossier de demande.

L'exploitation se déroule du Nord au Sud, par phases descendantes.

Le plan de phasage d'exploitation est annexé au présent arrêté.

	Exploitation	Remise en état
Phase 1 (0 à 5 ans)	Recul des fronts secteur Sud-Est entre les cotes 470 m NGF et 400 m NGF (côte du carreau) Recul des fronts en partie central du site vers l'Ouest et le Nord entre les cotes 505 m NGF et 430 m NGF	Remise en état coordonnée des fronts du secteur Sud-Est

<p>Constats :</p> <p>Exploitation : aucuns travaux sur le secteur sud-est, avancée de l'exploitation dans le secteur central entre le carreau et la côte 470 m environ. Notamment, amorce de redécoupage de fronts à la côte 420 et 440 pour réduire la hauteur des fronts.</p> <p>Remise en état : aucun changement en ce qui concerne la remise en état depuis le plan de février 2023.</p> <p>On constate un retard dans l'exploitation de la première phase quinquennale.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Cf. demandes du constat n°5</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Suivi géotechnique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 8.1.2.6</p>
<p>Thème(s) : Autre, Suivi géotechnique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède à une surveillance quotidienne des fronts de taille, réalise toutes les opérations des purges nécessaires à la sécurisation des fronts de taille.</p> <p>L'exploitant fait réaliser un suivi géotechnique par un organisme compétent. Cet organisme assurera le suivi des travaux et leurs conformités aux plans et données du dossier de demande d'autorisation environnementale.</p> <p>Il interviendra sur ce site autant de fois que nécessaire et notamment à l'occasion des décapages et défrichement afin de vérifier les conditions structurales et l'absence d'accident géologique.</p> <p>Dès le début de l'exploitation, cet organisme établira les profils qui serviront de référentiels et positionnera les têtes et pieds de talus à créer ainsi que les pentes à réaliser.</p> <p>Ce suivi fait l'objet d'un rapport écrit chaque année, transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant sollicite l'intervention rapide d'un organisme compétent en géotechnique en cas de détection d'anomalies.</p> <p>Les anomalies relevées lors de ces opérations de surveillance sont consignées dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place le suivi géotechnique qui doit permettre le suivi des travaux, le suivi de la conformité au plan de phasage ; le géotechnicien doit également établir les profils de départ qui servent de référentiel pour suivre l'évolution des têtes et pieds de talus.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<ul style="list-style-type: none"> - Faire réaliser le suivi géotechnique par un organisme compétent et transmettre le premier rapport établissant les profils de référence. - Mettre en place un suivi géotechnique régulier, avec l'établissement d'un rapport écrit annuel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2023, article 8.1.3
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie du site est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • les bords de la fouille, • les courbes de niveau, • les cotes d'altitude des points significatifs, <i>hors d'eau et sous eau</i>, • la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection, le cas échéant, • les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, • l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes. <p>Les surfaces des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et est conservé sur l'emprise de la carrière. Un exemplaire est transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis le plan d'exploitation mis à jour début 2025</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<ul style="list-style-type: none"> - Transmettre le dernier plan d'exploitation sous 15 jours - Transmettre les futurs plans d'exploitation chaque début d'année.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours